



REPONSE DE GRTGAZ A LA CONSULTATION  
PUBLIQUE DE LA CRE DU 27 MARS 2013  
RELATIVE A LA MISE EN ŒUVRE DE  
L'ANNEXE I AU REGLEMENT (CE)  
, 715/2009 SUR LES PROCEDURES DE  
GESTION DE LA CONGESTION

23 AVRIL 2013

Nous vous prions de bien vouloir trouver les observations de GRTgaz relative à la mise en œuvre de l'annexe I au Règlement (CE) 715/2009 sur les procédures de gestion de la congestion.

**Q1 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre du mécanisme de restitution aux points d'interconnexion avec les pays tiers ?**

En premier lieu, GRTgaz rappelle qu'en l'absence de congestion contractuelle sur les points d'interconnexion concernés par le règlement et conformément à l'avis des acteurs du marché exprimé lors de la Concertation gaz, l'implémentation de la décision du 24 août 2012 ne nécessite pas la mise en place des mesures de restitution des capacités ainsi que celles de surréservation et rachat des capacités au 1<sup>er</sup> octobre 2013. Ceci est d'autant plus vrai pour les interconnexions avec les pays tiers pour lesquels l'application des règles CMP est non imposée par le Règlement mais soumise à décision du régulateur national.

Toutefois, une analyse annuelle de la situation de congestion serait réalisée et transmise aux acteurs du marché dans le but de définir une date de mise en œuvre en correspondance avec les besoins du marché.

**Q2 : Etes-vous favorable à la règle de priorité pour la réallocation des produits restitués ?**

GRTgaz n'a pas d'avis à ce propos.

**Q3 : Etes-vous favorable à ce que le mécanisme de restitution fasse partie du service de transport de base de GRTgaz et TIGF (donc sans facturation) ?**

GRTgaz souligne que le traitement des demandes de restitution entraînerait un certain nombre d'opérations pour le TSO (réception, accusé de réception, découpage du produit, intégration et identification du produit dans l'offre, traitement des priorités d'allocation, facturation du service, publication des données) nécessitant en particulier soit une modification du système informatique soit des opérations manuelles qui généreront des coûts proportionnels aux demandes de restitution des capacités. A ce jour, il faut noter que ces coûts ne sont pas pris en compte dans la trajectoire tarifaire. Ainsi, la facturation du service à l'expéditeur utilisateur de ce service permettrait d'éviter de faire supporter une partie de ces coûts à des expéditeurs n'ayant pas souscrit des capacités en excédent.

**Q4 : Etes-vous favorable à la facturation à l'expéditeur restituant la capacité du différentiel de prix, si positif, entre le prix initial et le prix de revente de la capacité ?**

Pour les raisons indiquées dans la consultation (comportement opportuniste et biais des mécanismes d'allocation), GRTgaz est favorable à la facturation à l'expéditeur restituant la capacité du différentiel de prix, si positif, entre le prix initial et le prix de revente de la capacité.

Par ailleurs, à défaut de cette facturation, le mécanisme de restitution pourrait entraîner des baisses de rémunération pour une année donnée (différence entre la rémunération estimée à l'instant t et celle advenant in fine), qu'il conviendrait de compenser durant la même année.

**Q5 : Etes-vous favorable avec l'orientation de la CRE quant au traitement des sur-revenus potentiels générés par le mécanisme de restitution ?**

GRTgaz considère que les revenus générés par le mécanisme devraient être conservés par les opérateurs de transport afin de garantir une rémunération minimum pour un service rendu. D'autant plus si la CRE décidait in fine de ne pas prendre en compte les coûts de mise en œuvre de ces mécanismes dans la trajectoire tarifaire.

**Q6 : Etes-vous d'accord avec l'orientation de la CRE de ne pas appliquer le mécanisme de surréservation et de rachat aux points d'interconnexion avec les pays tiers ?**

En premier lieu, GRTgaz rappelle qu'en l'absence de congestion contractuelle sur les points d'interconnexion concernés par le règlement et conformément à l'avis des acteurs du marché exprimé lors de la Concertation gaz, l'implémentation de la décision du 24 août 2012 ne nécessite pas la mise en place des mesures de restitution des capacités ainsi que celles de surréservation et rachat des capacités au 1er octobre 2013. Ceci est d'autant plus vrai pour les interconnexions avec les pays tiers pour lesquels l'application des règles CMP est non imposée par le Règlement mais soumise à décision du régulateur national.

Toutefois, une analyse annuelle de la situation de congestion serait réalisée et transmise aux acteurs du marché dans le but de définir une date de mise en œuvre en correspondance avec les besoins du marché.

**Q7 : Etes-vous favorable à une mise en œuvre du mécanisme de surréservation et de rachat dès le 1er octobre 2013 avec un mécanisme de rachat simplifié ?**

Comme proposé par TIGF et GRTgaz dans l'annexe à la consultation, dans le cas où la mise en place d'un mécanisme de surréservation et de rachat serait imposée par la CRE, une mise en œuvre graduelle de ce dispositif, en commençant en octobre 2013 par un mécanisme de rachat simplifié, apparaît particulièrement intéressante compte tenu i) des risques engendrés par le rachat de capacité, ii) de la nécessaire coordination entre opérateur adjacent pour la définition des quantités proposées et la méthodologie de rachat, iii) de la nécessité de disposer d'un outil partagé pour réaliser le rachat.

**Q8 : Etes-vous d'accord avec un prix de rachat fondé sur le différentiel de prix entre les places de marché ?**

Du point de vue de GRTgaz, la mise en place d'un processus de rachat fondé sur un différentiel de prix entre les places du marché doit être complétée d'un plafonnement de ce différentiel à un multiple du prix régulé de la capacité, comme cela est proposé dans cette consultation. Il est important de souligner que plus les prévisions de prix de rachat seront élevées, plus le GRT sera conduit à réduire l'offre de capacité additionnelle proposée en surréservation puisque le règlement (CE) 715/2009 précise « les coûts de rachat de capacités sur le marché soient évalués et reflétés dans la quantité de capacité additionnelle ».

**Q9 : Etes-vous favorable à un partage 50-50 entre les GRT et les expéditeurs des recettes et coûts liés au mécanisme de surréservation et de rachat ?**

Pour rendre le système de surréservation et de rachat incitatif pour un GRT, comme cela est indiqué dans le Règlement, il est important de disposer d'un traitement différencié des coûts et des recettes au titre du Compte de Régulation des Charges et des Provisions. En effet, une couverture identique des coûts et des recettes neutralise statistiquement le bilan financier de ce mécanisme sur la période tarifaire. GRTgaz considère donc que les recettes devraient être couvertes à un taux inférieur à celles des coûts, par exemple 50% pour les recettes et 100% pour les coûts ou pas de couverture pour les recettes et 50% pour les coûts.

Il convient par ailleurs de rappeler que la mise en place du mécanisme de surréservation et de rachat engendrera des coûts pour le GRT, coûts qui ne sont pas pris en compte à ce stade dans la trajectoire tarifaire.

**Q10 : Etes-vous d'accord avec l'orientation de la CRE concernant l'initiation du rachat par les GRT sur un point d'interconnexion en fonction de l'alignement des capacités fermes commercialisables de part et d'autre du point d'interconnexion ?**

La mise en place de ce mécanisme implique une coordination avec les transporteurs adjacents pour définir le montant de la capacité à proposer et le mécanisme de rachat associé. Il faut noter ici que les capacités fermes proposées de chaque côté de la frontière sur les points retenus (Obergailbach et Taisnières H) ne sont pas toujours identiques, ni d'ailleurs les capacités souscrites. D'une part, le dimensionnement de l'offre de capacité additionnelle liée à la surréservation devrait tenir compte de cet aspect afin de rendre l'offre la plus cohérente, la plus « groupée » possible. D'autre part, cette situation devrait conduire l'opérateur disposant du plus faible niveau de capacité ferme à racheter seul la capacité à un prix de marché. Ainsi, la disponibilité réelle des capacités d'un côté de la frontière devient un sujet de très haute importance pour le marché situé de l'autre côté de la frontière.

**Q11 : Avez-vous des remarques quant à la mise en œuvre du mécanisme UIOLI long terme ?**

GRTgaz n'a pas de remarque à formuler.

**Q12 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de ne pas mettre en œuvre de manière anticipée le mécanisme UIOLI de capacités fermes à un jour au point d'interconnexion Obergailbach ?**

Compte tenu de la complexité de ce mécanisme et des effets sur les droits à renomination, GRTgaz considère qu'il est utile pour l'ensemble du marché français de réaliser la mise en œuvre de ce mécanisme à partir de la date prévue par le règlement (CE) 715/2009.

Nous restons à votre disposition pour toutes informations complémentaires.

Cordialement